

# La Destruction de l'économie paysanne

*Par Nos Libertés le lundi 23 août 2010*

**Nos**  
Libertés.org



Par Rosa Luxembour, extrait de “L'accumulation du capital”, publié en 1913.  
Texte sélectionné par Roland, pour le collectif “Nos Libertés”, le 23 août 2010.  
Texte disponible sur le site [Marxiste.org](http://Marxiste.org).

Un dernier et très important chapitre de la lutte contre l'économie naturelle est la séparation de l'agriculture et de l'artisanat, l'élimination des métiers paysans de l'économie paysanne. À l'origine de sa carrière historique, l'artisanat est une occupation annexe de l'agriculture, chez les peuples civilisés sédentaires il s'y rattache comme catégorie subsidiaire. L'histoire de l'artisanat européen au Moyen Âge est l'histoire de son émancipation de l'agriculture, de sa séparation du domaine féodal, de sa spécialisation et de sa constitution en branche indépendante de production organisée dans les villes sous l'égide des corporations. Malgré la transformation ultérieure de la production artisanale en manufacture, puis en grande industrie capitaliste,

l'artisanat restait dans les fermes étroitement lié à l'agriculture. Dans l'économie paysanne, l'artisanat jouait un rôle important comme travail annexe à domicile, accompli en surplus du travail agricole dans le temps de loisir pour satisfaire les besoins domestiques [1].

Le développement de la production capitaliste arrache à l'économie paysanne tous ses métiers l'un après l'autre pour les concentrer dans la production massive industrielle. L'histoire de l'industrie textile en est un exemple typique. Mais la même chose se produit plus discrètement dans toutes les branches artisanales de l'agriculture. Pour obliger la masse des paysans à acheter ses marchandises, le capital s'efforce de réduire l'économie paysanne à la seule branche dont il ne peut s'emparer immédiatement, ni sans difficulté, étant donné les rapports de propriété en Europe : l'agriculture [2].

Extérieurement, tout semble se passer pacifiquement. Ce processus paraît s'effectuer insensiblement, par des moyens purement économiques. Il est évident que l'industrie domestique des paysans ne peut soutenir la comparaison avec la production massive industrielle, à la spécialisation poussée, aux outils perfectionnés, capable d'utiliser l'analyse scientifique et d'organiser le processus de production, d'avoir accès aux sources de matières premières du monde entier. Mais en réalité ce processus de la séparation de l'agriculture et de l'artisanat est introduit par des facteurs tels que la pression fiscale, la guerre, la vente forcée et la monopolisation des terrains nationaux, c'est-à-dire par des méthodes ressortissant de l'économie nationale, du pouvoir politique et du code pénal. Nulle part ces méthodes n'ont été employées aussi radicalement qu'aux États-Unis d'Amérique.

Les chemins de fer, c'est-à-dire le capital européen et surtout anglais, conduisirent les fermiers américains dans les régions immenses de l'Est et de l'Ouest où ils exterminèrent les Indiens par les armes à feu, les chiens policiers, l'eau-de-vie et la syphilis, les refoulant de plus en plus vers l'Ouest ; après quoi ils s'approprièrent leurs terres, devenues « vacantes », les déboisèrent et les défrichèrent. Le fermier américain, l'« homme des bois » de la bonne vieille époque d'avant la guerre de Sécession était un autre type

d'homme que le fermier d'aujourd'hui. Il savait à peu près tout faire, et dans sa ferme isolée, il se suffisait presque tout à fait à lui-même sans avoir besoin du monde extérieur. « Le fermier américain d'aujourd'hui » écrivait au début des années 1890 le sénateur Pepper, un des dirigeants de la Farmers Alliance « est un tout autre type d'homme que son ancêtre d'il y a 50 à 100 ans. Beaucoup de gens aujourd'hui se souviennent de l'époque où les fermiers étaient dans une grande mesure des artisans, où ils fabriquaient eux-mêmes une grande partie de ce dont ils avaient besoin dans la vie quotidienne. Chaque fermier avait une collection d'outils à l'aide desquels il fabriquait des instruments en bois, tels que des fourches, des pelles, des manches de pelles et de charrues, des moyeux de voitures et une foule d'autres ustensiles en bois. En outre, le fermier produisait le chanvre et le lin, la laine des moutons et le coton. On travaillait ces fibres à la ferme même, on les filait et les tissait ; de même les vêtements, le linge étaient confectionnés à la maison, tout cela pour la consommation domestique. Dans chaque ferme il y avait un petit atelier destiné aux travaux de charpenterie, de menuiserie et de mécanique. Dans la maison même se trouvait un métier à carder et à tisser ; on tissait les tapis, les couvertures et on faisait toute la literie sur place. Dans chaque ferme on élevait des oies ; les duvets et les plumes servaient à garnir les oreillers et les édredons, le surplus était vendu au marché de la ville voisine. En hiver, le froment, la farine, le maïs étaient apportés au marché dans des voitures attelées de 6 ou 8 chevaux. Ce marché était parfois éloigné de 100 ou 200 milles. On y achetait pour toute l'année suivante de l'épicerie, certaines étoffes et autres marchandises semblables. On trouvait parfois parmi les fermiers des artisans spécialisés. Pour fabriquer une voilure à la ferme, il fallait un ou deux ans. On rassemblait les matériaux nécessaires dans le voisinage ; le contrat passé avec le voisin prévoyait exactement l'espèce du bois à utiliser ; celui-ci devait être fourni à un moment donné, puis séché en un temps déterminé, si bien que lorsque la voiture était terminée, les deux parties du contrat savaient d'où venait tel morceau de bois et combien de temps il avait séché. Pendant l'hiver, le charpentier du voisinage fabriquait les fenêtres, les plafonds, les portes, les manteaux de cheminées, les poutres pour la saison suivante. Quand les gels d'automne arrivaient, le cordonnier s'installait dans un coin de la demeure du fermier et fabriquait des souliers

pour toute la famille. Tout cela se faisait chez soi, on payait une partie des dépenses en produits de la ferme. Lorsque l'hiver venait, il était temps de songer aux provisions de viande ; celle-ci était préparée et fumée pour la conservation. Le verger fournissait les fruits pour le moût, la compote de pommes et toutes sortes de conserves qui suffisaient parfaitement à satisfaire les besoins de la famille pendant toute l'année et même au-delà. On battait le blé au fur et à mesure des besoins, juste autant qu'il fallait d'argent liquide. On mettait tout en conserves, qui étaient utilisées pour la consommation personnelle. Le résultat d'une telle gestion était qu'on avait besoin de peu d'argent pour faire marcher l'entreprise. 100 dollars suffisaient probablement en moyenne dans la ferme la plus importante pour entretenir des valets, réparer les instruments de travail et faire face à d'autres dépenses éventuelles » [3].

La Guerre de Sécession devait brusquement mettre fin à cette vie idyllique. L'énorme dette de 6 milliards de dollars dont elle avait grevé l'Union provoqua une augmentation considérable de toutes les charges fiscales. Après la guerre, des tarifs protectionnistes croissants favorisèrent le développement rapide des transports modernes, de l'industrie en général et de l'industrie des constructions mécaniques en particulier. Pour encourager la construction des chemins de fer et la colonisation du pays par les fermiers, on offrit généreusement aux compagnies de chemins de fer des terrains nationaux immenses : dans la seule année 1867, les compagnies reçurent plus de 74 millions d'hectares de terrain. Le réseau des chemins de fer s'agrandit de manière extraordinaire. En 1860 il comprenait moins de 50 000 km, dès 1870 il couvrait plus de 85 000 km, dès 1880 plus de 150 000 km (pendant la même période, entre 1870 et 1880, le réseau européen entier était passé de 130 000 à 169 000 km). Les chemins de fer et les spéculateurs de terrains attirèrent une émigration massive d'Europe aux États-Unis. Pendant la période de vingt-trois ans allant de 1869 à 1892, plus de 4 millions et demi d'immigrants arrivèrent aux États-Unis. En même temps l'Union s'émancipait peu à peu de l'industrie européenne et notamment de l'industrie anglaise : elle créait ses propres manufactures, développait sa propre industrie textile, métallurgique et de constructions mécaniques. L'agriculture

subit la révolution la plus rapide. Dès les premières années qui suivirent la guerre civile, les propriétaires de plantations du Sud furent obligés par l'émancipation des nègres d'introduire l'emploi de la charrue à vapeur. A l'ouest en particulier, où l'on avait construit des lignes de chemin de fer, de nouvelles fermes avaient surgi, et s'étaient mises immédiatement au niveau de la technique la plus moderne. Le rapport de la Commission agricole des États-Unis pour l'année 1867 écrivait : « En même temps que l'emploi des machines révolutionne l'agriculture à l'Ouest, réduisant la part du travail humain au minimum connu jusqu'à présent (...) l'agriculture tirait profit de talents d'administration et de gestion remarquables. Des fermes de plusieurs milliers d'hectares sont gérées avec plus de compétence, les moyens existants sont utilisés plus rationnellement et plus économiquement, et le rendement est plus élevé que dans les fermes de 40 hectares [4]. »



Pendant ce temps, les charges fiscales, directes et indirectes, augmentèrent considérablement. Pendant la guerre civile, on promulgua une nouvelle loi financière. La loi sur les contributions de guerre du 30 juin 1864, qui constitue la base fondamentale du système actuellement en vigueur, augmenta énormément les impôts sur la consommation et sur le revenu. En même temps, les contributions de guerre servirent de prétexte à une véritable orgie de tarifs protectionnistes destinés à compenser les taxes qui grevaient la production du pays [5].

Les Morill, Stevens et consorts qui profitaient de la guerre pour renforcer leur

programme protectionniste, créèrent un système par lequel ils se servaient ouvertement et cyniquement de la politique douanière pour tous les intérêts privés du profit. Chaque producteur autochtone réclamant au Congrès une douane spéciale pour son profit particulier voyait ses vœux exaucés avec complaisance. On éleva les tarifs douaniers aussi haut que chacun le demandait. « La guerre — écrit l'Américain Taussig — avait exercé à plusieurs égards une action noble et énergique sur notre vie nationale, mais son influence immédiate sur les affaires et sur toute la législation concernant les intérêts financiers était démoralisante. Les législateurs perdaient souvent de vue la ligne de partage entre le devoir public et les intérêts privés. Des fortunes énormes s'étaient créées grâce à des modifications législatives, réclamées et mises en œuvre par les mêmes hommes qui en étaient les bénéficiaires. Le pays constatait à regret que l'honneur et l'honnêteté des politiciens n'étaient pas sans tache. » Cette loi sur le tarif douanier, qui allait provoquer une révolution dans la vie économique du pays et devait rester en vigueur pendant vingt ans sans subir aucune modification, qui constitue aujourd'hui encore la base de la législation douanière américaine, fut votée en trois jours au Congrès et en deux jours au Sénat — sans critique, sans débat, sans opposition d'aucune sorte [6].

Ce cours nouveau dans la politique financière des États-Unis ouvrait l'ère de la corruption parlementaire éhontée, de la manipulation cynique et avouée des élections, de la législation et de la presse aux fins des intérêts particuliers du grand capital.

« Enrichissez-vous » [7], devint le mot d'ordre de la vie publique, après celui de la « noble guerre » pour libérer l'humanité de la « plaie de l'esclavage » ; à la Bourse, le Yankee libérateur de nègres faisait des orgies de spéculations frauduleuses ; au Congrès, il s'attribuait à lui-même, comme législateur, les terrains nationaux, s'enrichissait grâce aux tarifs douaniers et aux impôts, aux monopoles et à l'émission d'actions fictives, au vol des biens publics. L'industrie devint prospère. Les temps étaient révolus où le petit et le moyen fermier vivaient presque sans argent liquide et pouvaient eux-mêmes battre leur blé selon leurs besoins d'argent. À présent le fermier devait toujours

disposer d'argent, de beaucoup d'argent pour payer ses impôts. Bientôt il lui fallut vendre tous ses produits pour racheter aux industriels ce dont il avait besoin sous forme de marchandises. « Si nous regardons le présent, écrit Peffer, nous constatons un changement presque universel. Dans tout l'Ouest en particulier, les fermiers battent leur blé presque tous en même temps, ils le vendent également en une seule fois. Le fermier vend son bétail et achète de la viande fraîche, ou du lard, il vend ses cochons et achète du jambon ou de la viande de porc, il vend ses légumes et ses fruits et les rachète sous la forme de conserves. S'il cultive du chanvre, il bat le chanvre au lieu de le filer, de tisser de la toile et de confectionner du linge pour ses enfants comme c'était le cas il y a cinquante ans ; aujourd'hui il vend la semence mais brûle la paille. Sur cinquante fermiers, un seul peut-être élève des moutons ; les autres comptent sur les grandes fermes d'élevage et achètent la laine toute prête sous forme d'étoffes ou de vêtements. Le costume du fermier n'est plus cousu à la maison mais acheté à la ville ; au lieu de fabriquer lui-même les outils dont il a besoin, fourches, pelles, etc., il achète à la ville le manche de sa hache ou de son marteau, les cordes et les ficelles et autres marchandises de ce genre, les tissus pour ses vêtements ou les vêtements eux-mêmes, les fruits en conserves, le lard, la viande, le jambon ; il achète aujourd'hui presque tout ce qu'il produisait autrefois, et pour tout cela il lui faut de l'argent. En outre il faut noter le fait suivant, qui paraît plus étrange que tout le reste : tandis qu'autrefois le foyer de l'Américain était libre de dettes — dans un cas sur mille, une maison était grevée d'hypothèques en garantie d'un prêt — et que, l'entreprise pouvant être gérée à peu de frais, les fermiers avaient toujours assez d'argent ; aujourd'hui, où l'on a besoin de dix fois plus d'argent, on n'en trouve presque plus. À peu près la moitié des fermes sont grevées d'hypothèques qui engloutissent toute leur valeur, et les intérêts sont exorbitants. Ce sont les industriels qui sont cause de ce bouleversement étrange, avec leurs fabriques de laine et de toile, leurs usines de bois, leurs usines textiles, leurs fabriques de conserves de viande et de fruits, etc. ; les petits ateliers des fermes ont cédé la place aux grandes usines de la ville. L'atelier du charron local a fait place à l'énorme fabrique de la ville où 100 à 200 voitures sont fabriquées par semaine, l'échoppe du cordonnier est remplacée par la grande usine de la ville où la plus grande partie du travail

s'effectue à l'aide de machines [8]. »

Enfin le travail agricole s'est lui-même mécanisé. « Aujourd'hui le fermier laboure, sème et fauche avec des machines. La machine fauche, lie les gerbes et on bat le blé à la vapeur ; le fermier peut lire soir journal du matin tout en labourant, et il est assis sur le siège d'une machine couverte pour faucher [9]. »

Cette révolution de l'agriculture américaine depuis la « grande guerre » n'était pourtant pas la fin mais le début des bouleversements où le fermier se trouvait entraîné. L'histoire du fermier nous introduit elle-même dans la deuxième phase de l'accumulation capitaliste, dont elle est une illustration exemplaire. Le capitaliste combat et repousse partout l'économie naturelle, la production pour la satisfaction des seuls besoins domestiques, la combinaison de l'agriculture avec l'artisanat, et leur substitue l'économie marchande simple. Il a besoin de l'économie marchande comme débouché pour sa propre plus-value. La production marchande est la seule forme générale sous laquelle puisse se développer le capitalisme. Mais dès que l'économie marchande s'est installée sur les ruines de l'économie naturelle, le capital lui déclare la guerre. Le capitalisme entre en concurrence avec l'économie marchande ; après l'avoir fait surgir, il lui dispute les moyens de production, la main-d'œuvre et les débouchés. Tout d'abord il s'agissait d'isoler le producteur, de l'arracher aux liens protecteurs de la communauté, puis de séparer l'agriculture de l'artisanat ; à présent le capitalisme se donne pour but de séparer le petit producteur de marchandises de ses moyens de production.

Nous avons vu qu'à la suite de la « grande guerre » de l'Union américaine, les grandes sociétés capitalistes monopolistiques et les spéculateurs isolés s'étaient livrés au pillage des terrains nationaux. La construction accélérée de chemins de fer et encore plus la spéculation sur les chemins de fer donnèrent lieu à une spéculation foncière effrénée qui livra des fortunes immenses et des duchés entiers aux escrocs et aux compagnies. En outre, une nuée d'agents, employant toutes les méthodes de la publicité la plus tapageuse et la plus dénuée de scrupules, attirèrent un flot immense d'immigrants venus d'Europe



à qui ils faisaient miroiter toutes sortes d'avantages. Les immigrants s'établirent d'abord dans les États de l'Est, sur la côte Atlantique. Mais plus l'industrie se développait, plus l'agriculture était refoulée vers l'Ouest. Le « centre du froment », qui se trouvait en 1850 à Columbus dans l'Ohio, se déplaça au cours des cinquante années suivantes et se trouva repoussé de 99 milles vers le Nord et de 680 milles vers l'Ouest. En 1850, les États de la côte Atlantique fournissaient 51,4 % de la récolte entière de blé, en 1880, ils n'en fournissaient plus que 13,6 %, tandis que les États du Centre et du Nord produisaient en 1880 71,7 % et les États de l'Ouest, 9,4 % de la récolte.

En 1825, le Congrès de l'Union, sous la direction de Monroe, avait décidé de transplanter les Indiens de l'Est du Mississippi au-delà du fleuve à l'Ouest. Les Peaux-Rouges résistèrent désespérément, mais ceux qui avaient survécu aux massacres des quarante campagnes menées contre eux furent évacués vers l'Ouest, comme des troupeaux de buffles, pour y être parqués dans des réserves comme les animaux sauvages. L'Indien devait céder la place au fermier. À son tour le fermier dut céder la place au capital. Il fut refoulé même au-delà du Mississippi.



Suivant le tracé des chemins de fer, le fermier allait en direction de l'Ouest et du Nord-Ouest, vers la Terre Promise que les agents des grands spéculateurs fonciers faisaient miroiter à ses yeux. Mais les terres les plus fertiles et les

mieux situées étaient prises par les compagnies et constituaient des grandes entreprises gérées selon des méthodes capitalistes. Le fermier transplanté dans le désert vit surgir à côté de lui un concurrent dangereux et un ennemi mortel, la « ferme Bonanza », c'est-à-dire l'entreprise agricole capitaliste, inconnue jusqu'à présent, dans l'ancien comme dans le nouveau monde. Tous les moyens de la science et de la technique moderne y étaient mis en action pour produire de la plus-value.

Lafargue écrivait en 1880 :

« On peut considérer Olivier Dalrymple, dont le nom aujourd'hui est célèbre des deux côtés de l'Atlantique, comme le représentant le plus typique de l'agriculture financière. Depuis 1874 il dirige à la fois une ligne de bateaux à vapeur sur la Rivière Rouge et six fermes appartenant à une société financière et couvrant une superficie globale de 30 000 hectares. Il divisa chacune d'elles en sections de 800 hectares, dont chacune à son tour était divisée en trois sous-sections de 267 hectares, gérées par des chefs de travaux et des contremaîtres. Dans chaque section il y avait des baraquements pouvant loger 50 hommes et des écuries pour les chevaux et les mulets, ainsi que des cuisines, des magasins pour les vivres destinés aux hommes et aux animaux, des remises pour les machines, enfin des ateliers de forge et de serrurerie. Chaque section possédait son équipement complet : vingt paires de chevaux, huit doubles charrues, douze semeuses, tirées par des chevaux, douze herses à dents d'acier, douze faucheuses-lieuses, deux batteuses et seize voitures ; tout est prévu pour que les machines et les animaux de trait (hommes, chevaux, mulets) soient gardés en bon état et assurent le meilleur rendement. Toutes les sections sont reliées entre elles et avec la direction centrale par téléphone. Dans ces six fermes de 30 000 hectares travaille une armée de 600 ouvriers organisés militairement ; à l'époque de la moisson, la direction centrale embauche encore 500 à 600 ouvriers auxiliaires qui sont répartis parmi les différentes sections. À l'automne, les travaux terminés, on congédie les ouvriers à l'exception des chefs de travaux et de dix hommes par section. Dans beaucoup de fermes du Dakota et du Minnesota, ni les chevaux ni les mulets ne passent l'hiver à leur lieu de travail. Dès que les chaumes sont

arrachés, on conduit les chevaux par troupeaux de 100 à 200 paires à une distance de 1000 à 1500 kilomètres en direction du Sud ; ils ne reviendront qu'au printemps. »

« Les mécaniciens à cheval suivent les charrues, les semeuses et faucheuses mécaniques pour en surveiller le fonctionnement, dès que se produit un incident quelconque, ils galopent jusqu'à la machine pour la réparer immédiatement et la remettre en marche. Les céréales récoltées sont portées jusqu'à la batteuse qui est en marche jour et nuit sans interruption. Ce sont des bottes de paille qui servent de combustible, on les enfourne dans le foyer de la batteuse par des tuyaux. Des machines battent, secouent, pèsent et mettent en sacs le blé. Puis on le porte jusqu'à une voie de chemin de fer qui passe à côté de la fertile ; de là il est expédié à Duluth ou à Buffalo. Chaque année Dalrymple ensemeance 2 000 hectares supplémentaires de terres. En 1880 ses champs de blé avaient une surface de 10 000 hectares [10]. »

À la fin des années 1870, il existait déjà quelques capitalistes et quelques compagnies possédant de 14 000 à 18 000 hectares de terres à blé. Depuis l'époque où Lafargue écrivait ces lignes, l'agriculture capitaliste américaine avait fait des progrès énormes et s'était dans une grande mesure mécanisée.

Le Report of the U. S. Commissioner of Labor pour 1898 présente le tableau suivant pour illustrer les avantages du travail mécanique par rapport au travail manuel :

| Travail                                   | Temps de travail exécuté à la machine par unité donnée |      | Temps de travail pour le même travail exécuté manuellement par unité |      |
|---|--|------|--|------|
|   | heures   | min. | heures   | min. |
| Planter les petites céréales              | 1  | 32,7 | 10   | 55   |
| Moissonner et battre les petites céréales | 1  | —    | 46   | 40   |

|                                     |     |      |     |    |
|-------------------------------------|-----|------|-----|----|
| Planter le maïs                     | —   | 37,5 | 6   | 15 |
| Faucher le maïs                     | 3   | 4,5  | 5   | —  |
| Éplucher le maïs                    | —   | 3,6  | 66  | 40 |
| Planter le coton                    | 1   | 3,0  | 8   | 48 |
| Cultiver le coton                   | 12  | 5,1  | 60  | —  |
| Faucher le foin<br>(faux/machine)   | 1   | 0,6  | 7   | 20 |
| Rentrer et botteler<br>le foin      | 11  | 3,4  |     | 35 |
| Planter les<br>pommes de terre      | 1   | 2,5  |     | 15 |
| Planter les tomates                 | 1   | 4,0  | 10  | —  |
| Récolter et cultiver<br>les tomates | 134 | 5,2  | 324 | 20 |

Le fermier américain ne pouvait soutenir la concurrence avec des entreprises capitalistes de cette envergure. Au même moment où le bouleversement général des finances, de la production, des transports, le forçait à abandonner toute forme de production destinée aux seuls besoins domestiques et à produire exclusivement pour le marché, l'expansion gigantesque de l'agriculture fit baisser les prix des produits agricoles. Au même moment où le sort de la masse des fermiers était étroitement dépendant du marché, le marché agricole de l'Union américaine, qui était un marché purement local, se transforma en marché mondial, chasse gardée d'un petit nombre d'entreprises capitalistes gigantesques et de leurs spéculations.

L'année 1879 marque une étape dans l'histoire de l'agriculture européenne et américaine, elle ouvre l'ère de l'exportation massive de froment américain en Europe.

Voici les chiffres de l'exportation de froment des États-Unis en Europe (en millions de bushels) :

|           |       |
|-----------|-------|
| 1868/69   | 17,9  |
| 1874/75   | 71,8  |
| 1879/80   | 153,2 |
| 1885/86   | 57,7  |
| 1890/91   | 55,1  |
| 1899/1900 | 101,9 |

(*Jurascheks Uebersichten der Weltwietschaft*, vol. VII, sect. I, p. 32.)

En même temps le prix du bushel de froment dans la ferme baissait dans les proportions suivantes (en cents) :

|         |     |
|---------|-----|
| 1870/79 | 105 |
| 1880/89 | 83  |
| 1895    | 51  |
| 1896    | 73  |
| 1897    | 81  |
| 1898    | 58  |

Depuis 1899, où il a atteint le point le plus bas avec le prix de 58 cent% par bushel, le prix a remonté :

|      |    |
|------|----|
| 1900 | 62 |
| 1901 | 62 |
| 1902 | 63 |
| 1903 | 70 |
| 1904 | 92 |

(*Juraschek ...* p. 18.)

D'après les *Monatliche Nachweise über den auswärtigen Handel*, le prix de la tonne de blé atteignait en juin 1912 (en marks) :

|            |        |
|------------|--------|
| à Berlin   | 227,82 |
| à Mannheim | 247,93 |
| à Odessa   | 173,94 |

|            |        |
|------------|--------|
| à New York | 178,08 |
| à Londres  | 170,96 |
| à Paris    | 243,69 |

Les avantages de cette extension des débouchés furent naturellement monopolisés par le capital : d'une part les fermes gigantesques s'agrandirent encore, écrasant de leur concurrence le petit fermier, et, d'autre part, celui-ci devint la proie des spéculateurs qui lui achetaient toutes ses céréales, afin d'exercer une pression sur le marché mondial. Réduit à l'impuissance par le pouvoir immense du capital, le fermier s'endetta... signe typique du déclin de l'agriculture. L'hypothèque des fermes devint bientôt une calamité publique. En 1890, le ministre de l'Agriculture des Etats-Unis, Rusk, écrivait dans une circulaire spéciale au sujet de la situation désespérée des fermiers : « Le poids des hypothèques sur les fermes, les maisons et les terres prend des proportions assez inquiétantes ; dans certains cas peut-être les emprunts furent faits un peu hâtivement. Mais dans l'ensemble, c'est la nécessité qui contraignait à les contracter... Ces emprunts qui comportaient des intérêts énormes, sont devenus des charges très lourdes du fait de la baisse des prix des produits agricoles ; le fermier risque bien souvent d'y perdre sa maison et sa terre. C'est un problème très difficile pour tous ceux qui s'efforcent de remédier à la situation des fermiers. On constate d'après les prix actuels que pour gagner un dollar destiné à payer ses dettes, un fermier est obligé de vendre une quantité plus grande de produits qu'à l'époque où il a emprunté ce dollar. Les intérêts s'accumulent, tandis qu'il est devenu pratiquement impossible d'éponger le gros de la dette elle-même ; et, étant donné cette situation, le renouvellement de l'hypothèque est devenu très difficile. [11] »

D'après le recensement du 29 mai 1891, 2,5 millions d'entreprises sont hypothéquées, dont les deux tiers sont exploités par le propriétaire lui-même. La dette de ces derniers se monte à peu près à 2,2 milliards de dollars. « Ainsi, conclut Peffer, la situation des fermiers est tout à fait critique (farmers are passing through the « valley and shadow of death ») ».



« La ferme est devenue une affaire peu rentable, le prix des produits agricoles a baissé de 50 % depuis la grande guerre. Depuis dix ans, la valeur des fermes a diminué d'environ 25 à 50 % ; les fermiers sont endettés jusqu'au cou, les emprunts sont garantis par des hypothèques sur leurs exploitations, la plupart du temps ils ne sont pas en mesure de renouveler l'emprunt, car l'hypothèque se dévalorise de plus en plus ; beaucoup de fermiers perdent leur exploitation, et ils continuent d'être écrasés par l'engrenage des dettes. Nous sommes les victimes d'une puissance sans pitié ; la ferme va à la ruine [12]. »

Le fermier, endetté et ruiné, n'avait plus d'autre ressource que de s'embaucher comme ouvrier agricole pour gagner de l'argent en dehors de son exploitation, ou alors d'abandonner la ferme et de secouer la poussière de la « Terre promise », du « Paradis du froment » — devenu son enfer ; mais ce n'était possible que si son insolvabilité n'avait pas livré sa ferme aux griffes du créancier, ce qui fut le cas de milliers de fermes. On pouvait voir autour des années 1880, des quantités de fermes abandonnées et en ruines. « Si le fermier ne peut rembourser ses dettes dans les délais prévus, écrivait Sering en 1887, les intérêts qu'il doit payer s'élèvent à 12,15 puis à 20 %. La banque, le fabricant de machines, l'épicier, le harcèlent et le privent des bénéfices de son travail. Le fermier finit par devenir simplement locataire de sa ferme, ou

alors il va plus loin vers l'Ouest, pour tenter une nouvelle fois sa chance. Nulle part en Amérique du Nord je n'ai vu autant de fermiers endettés, déçus et mécontents que dans les régions à céréales des prairies du Nord-Ouest. Je n'ai rencontré dans le Dakota aucun fermier qui ne fût disposé à vendre sa ferme [13]. »

Le commissaire de l'Agriculture du Vermont écrivait en 1889 à propos de l'abandon fréquent des fermes : « Dans cet État, on voit de grandes étendues de terres en friche, mais propres à la culture, que l'on peut acheter à des prix approchant ceux de l'Ouest. En outre, ces terrains sont situés près d'églises et d'écoles et bénéficient des avantages de la proximité des chemins de fer. Le commissaire n'a pas visité tous les districts de l'État dont il est question dans le rapport, mais il en a vu assez pour se convaincre qu'un territoire considérable, aujourd'hui abandonné, mais autrefois cultivé, est devenu un désert ; cependant une partie importante des terres pourrait, au prix d'un travail assidu, produire un bon revenu. »

En 1890, le commissaire de l'État du New Hampshire publia une brochure de 67 pages consacrée à la description de fermes à vendre aux prix les plus minimes. Il y est question de 1442 fermes en ruines y compris les locaux d'habitation, et abandonnées depuis peu. Le même état de choses existe dans d'autres régions. Des milliers d'acres de terres à froment et à maïs étaient en friche et se transformaient en désert. Les spéculateurs fonciers faisaient une publicité habile pour repeupler ce territoire abandonné, ils attiraient dans le pays des groupes d'immigrants, nouvelles victimes qui connurent en moins de temps encore le même sort que leurs prédécesseurs [14].

Dans une lettre privée, on peut lire la description suivante :

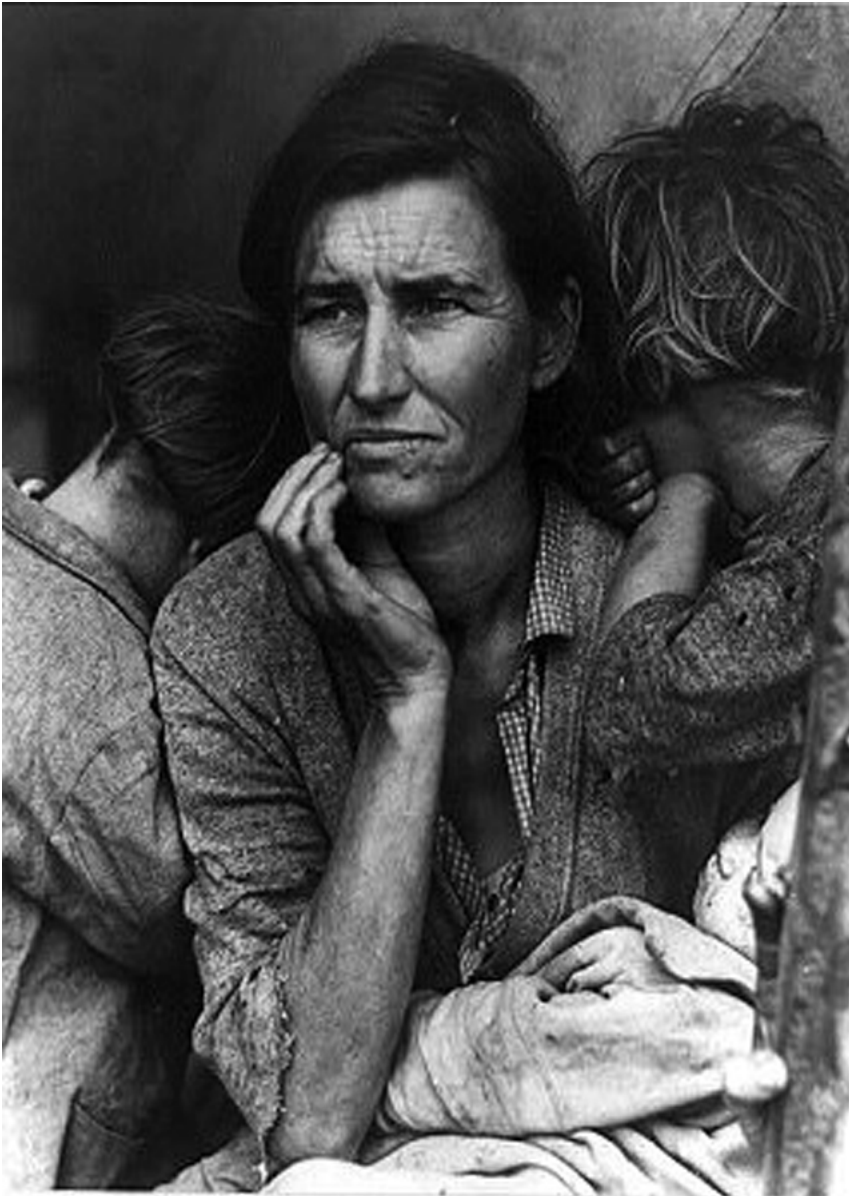
« Il n'y a plus nulle part de terrains d'État à proximité des chemins de fer et des marchés, tout se trouve entre les mains des spéculateurs. Le colon s'installe sur une terre vacante et paye un bail. Mais sa ferme ne le fait vivre qu'à grand-peine, et il ne peut pas soutenir la concurrence avec les grands fermiers. Il cultive juste la partie de ses terres prescrite par la loi, mais il est



obligé de trouver une source annexe de revenus à côté de l'agriculture. Dans l'Orégon, par exemple, j'ai rencontré un colon qui fut pendant cinq ans propriétaire de 160 acres, mais qui durant l'été, dès la fin du mois de juin, travaillait douze heures par jour à l'entretien ou à la construction de routes pour gagner 1 dollar. Ce fermier figurait donc lui aussi sur la liste des 5 millions de cultivateurs recensés en 1890. Ou encore dans l'Eldorado, j'ai rencontré par exemple des fermiers qui ne cultivaient que la surface de terre nécessaire pour nourrir leur bétail et eux-mêmes, refusant de produire pour le marché, ce qui ne leur aurait rien rapporté. Leur source principale de revenus était la recherche de l'or, l'abattage et la vente du bois, etc. Ces gens vivent dans l'aisance, mais cette aisance n'est pas due à l'agriculture. Il y a deux ans, nous travaillions à Long Cañon dans le comté d'Eldorado, et nous habitions tout le temps dans une hutte bâtie sur un lopin de terre dont le propriétaire ne venait qu'une fois par an quelques jours, mais travaillait le reste du temps aux chemins de fer à Sacramento. Son lopin de terre n'était pas du tout cultivé. Il y a quelques années une petite partie du terrain avait étéensemencée pour satisfaire à la loi, quelques acres sont entourés de fils de fer et il y a une remise et une log cabin. Mais depuis ces dernières années, tout est vide. La clef de la hutte se trouve chez le voisin, qui a mis aussi à notre disposition cette hutte. Au cours de nos pérégrinations, nous avons vu beaucoup de lopins de terre abandonnés après qu'on y ait fait des essais de culture. Il y a trois ans, on m'a proposé de reprendre une ferme et sa maison d'habitation pour 100 dollars. Plus tard, la maison vide s'est effondrée sous le poids de la neige. Dans l'Orégon, nous avons vu des fermes abandonnées avec de petites maisons d'habitation et des jardins potagers. L'une d'entre elles, que nous avons visitée, était très belle de construction : c'était un bloc solide, construit de main de maître, contenant quelques instruments, mais tout avait été abandonné par le fermier. Chacun pouvait prendre possession du tout sans déboursier un sou [15].

» Que fait donc le fermier ruiné de l'Union ? Il prend son bâton et suit la direction du centre du froment et des chemins de fer. Le « paradis du froment » s'est déplacé partiellement vers le Canada, près du Saskatchevan et du fleuve Mackenzie ; là le froment pousse encore le long du 62° parallèle.

Une partie des fermiers de l'Union a suivi cette ligne [16], pour subir ensuite le même sort au Canada. Depuis ces dernières années, le Canada a fait son apparition sur le marché mondial parmi les pays exportateurs de blé, mais là, plus encore qu'ailleurs, l'agriculture est dominée par le grand capital [17].



Mais la vente massive des terrains publics à des sociétés capitalistes privées a été faite au Canada sur une échelle beaucoup plus large qu'aux États-Unis. Le Charter and Landgrant de la Canadian Pacific Railways est un exemple inouï de brigandage public par le capital privé. Non seulement la société s'est vu attribuer le monopole de la construction des chemins de fer pour vingt ans, concéder gratuitement l'étendue du terrain à construire d'environ 713 milles anglais, et d'une valeur approximative de 35 millions de dollars; non

seulement elle reçut de l'État une garantie de dix ans à 3 % pour un capital d'actions de 100 millions de dollars ainsi qu'un prêt de 27 millions 1/2 de dollars ; pour couronner le tout, la société se vit offrir un territoire de 25 millions d'acres à choisir parmi les terres les plus fructueuses et les mieux situées se trouvant à proximité immédiate de la voie de chemin de fer. Tous les colons futurs de cette surface immense de terre étaient donc d'avance livrés sans merci au bon vouloir de la société ferroviaire. La Compagnie réalisa immédiatement en argent 5 millions d'acres, les vendant à la Compagnie territoriale du Nord-Ouest, qui est une société de capitalistes anglais dirigée par le duc de Manchester. Le deuxième groupe capitaliste qui se vit offrir des terrains publics est la Compagnie de l'Hudsonsbay ; en échange de la renonciation à ses privilèges au Nord-Ouest, la Compagnie avait droit à 1/20 de toutes les terres situées entre le lac Winnipeg, qui est la frontière des États-Unis, les Rocky Mountains et le Saskatchevan du Nord. Ces groupes de capitaux ont ainsi reçu à eux deux 5/9 de toutes les terres colonisables. Une grande partie des terrains restants avaient été attribués par l'État à 26 « Compagnies coloniales » capitalistes [18].

C'est ainsi que le fermier du Canada se trouve presque partout livré au pouvoir du capital et de la spéculation. Malgré cela, on constate une immigration massive venue non seulement d'Europe mais encore des États-Unis.

Tels sont donc les grands traits de la domination capitaliste dans le monde. Le capitalisme, après avoir dépouillé le paysan anglais de sa terre, l'a contraint à fuir à l'Est des États-Unis, puis de là, le refoula à l'Ouest pour le transformer, sur les ruines de l'économie indienne, en un petit producteur de marchandises ; puis, après l'avoir ruiné une fois encore, il le chasse de l'Ouest vers le Nord, où l'ont précédé les chemins de fer et où la ruine le suit ; le fermier a le capital comme guide devant lui et comme bourreau derrière lui. L'enchérissement croissant des produits agricoles a succédé à la chute des prix des années 1890. Mais le petit fermier américain n'en tire pas plus de profit que le paysan européen.

Certes le nombre des fermes s'accroît sans cesse. Dans les dix dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, il est passé de 4,6 millions à 5,7 millions, et au cours des dix années suivantes il a continué d'augmenter en valeur absolue. En même temps la valeur totale des fermes s'est accrue pendant les dix dernières années, elle est passée de 751,2 millions de dollars à 1 652,8 millions de dollars [19].

Il semble que l'augmentation générale des prix des produits agricoles aurait dû aider le cultivateur à se maintenir à la surface. Cependant nous voyons que le nombre de ceux qui ne sont que locataires de leurs fermes augmente encore plus vite que le nombre total des cultivateurs. Voici quelle en était la proportion aux États-Unis :

|         |        |
|---------|--------|
| en 1880 | 25 %   |
| en 1890 | 28,4 % |
| en 1900 | 35,3 % |
| en 1910 | 37,2 % |

Malgré l'augmentation des prix agricoles, les cultivateurs propriétaires des fermes cèdent de plus en plus la place aux fermiers locataires. Mais ceux-ci, qui représentent donc plus d'un tiers de tous les cultivateurs de l'Union, correspondent aux États-Unis comme couche sociale à nos ouvriers agricoles européens ; comme eux, ce sont les véritables esclaves salariés du capital, un élément toujours fluctuant ; au prix d'une tension extrême de toutes leurs forces, ils produisent des richesses pour le capital, sans gagner pour eux-mêmes autre chose qu'une existence misérable et incertaine.

Dans un cadre historique différent — en Afrique du Sud — le même processus dévoile plus clairement encore les « méthodes pacifiques » de la concurrence du capital avec le petit producteur de marchandises.

À la colonie du Cap et dans les républiques boers, une économie purement paysanne régnait jusqu'aux alentours de 1860. Pendant longtemps, les Boers

menèrent la vie d'éleveurs nomades, ils avaient pris aux Hottentots et aux Cafres les meilleurs pâturages, les avaient exterminés ou chassés autant qu'ils le pouvaient. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la peste apportée par les bateaux de la Compagnie des Indes orientales leur rendait de grands services en anéantissant des tribus entières de Hottentots et en libérant ainsi des terres pour les immigrants hollandais.

En avançant vers l'Est, ils se heurtèrent aux tribus bantoues et commencèrent la longue série des guerres contre les Cafres. Les Hollandais pieux et grands liseurs de la Bible se regardaient comme le peuple élu, se faisant grand mérite de leur morale puritaine démodée et de leur connaissance parfaite de l'Ancien Testament ; cependant, non contents de dépouiller les indigènes de leurs terres, ils constituèrent leur économie paysanne comme des parasites sur le dos des nègres, contraignant ceux-ci à travailler pour eux comme esclaves et les affaiblissant systématiquement dans ce but. L'eau-de-vie joua dans ce processus un rôle capital, si important même, que la prohibition de l'alcool ne put être maintenue par le gouvernement anglais dans la colonie du Cap à cause de la résistance des puritains.

En général l'économie des Boers resta, jusqu'aux alentours de 1860, patriarcale et fondée sur l'économie naturelle. Ce n'est qu'en 1859 que le premier chemin de fer fut construit en Afrique du Sud. Certes, le caractère patriarcal n'empêchait nullement les Boers d'être durs et brutaux. On sait que Livingstone se plaignait bien plus des Boers que des Cafres. Les nègres leur semblaient un objet prédestiné par Dieu et par la nature à travailler pour eux comme esclaves, et comme tels, le fondement indispensable de l'économie paysanne ; c'était à tel point que l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises en 1836 provoqua parmi eux le « grand Trek », bien que les propriétaires eussent reçu un dédommagement de 3 millions de livres sterling. Les Boers quittèrent la colonie du Cap, traversant le fleuve Orange et le Vaal, refoulant les Matabélés vers le Nord au-delà du Limpopo et les déchaînant contre les Makalakas. Comme le fermier américain avait chassé l'Indien devant lui vers l'Ouest sous la poussée de l'économie capitaliste, de même le Boer refoulait les nègres vers le Nord. Les « républiques libres »

entre l'Orange et le Limpopo furent créées en protestation de la violation par la bourgeoisie anglaise du droit sacré de l'esclavage. Les minuscules républiques des Boers menaient une guérilla permanente contre les nègres bantous. Et c'est sur le dos des nègres que fut menée la guerre, longue de dizaines d'années, entre les Boers et le gouvernement anglais. Le prétexte du conflit entre les Anglais et les républiques boers était la question noire, ou plutôt l'émancipation des nègres que prétendait introduire la bourgeoisie anglaise. En réalité, il s'agissait de la concurrence entre l'économie paysanne et la politique coloniale du grand capitalisme autour des Hottentots et des Cafres, c'est-à-dire autour de leurs territoires et de leurs forces de travail. Le but des deux concurrents était le même : ils voulaient asservir, chasser ou exterminer les indigènes, détruire leur organisation sociale, s'appropriier leurs terres et les contraindre au travail forcé pour les exploiter. Seules les méthodes étaient différentes. Les Boers préconisaient l'esclavage périmé comme fondement d'une économie naturelle patriarcale ; la bourgeoisie anglaise voulait introduire une exploitation moderne du pays et des indigènes sur une grande échelle. La loi fondamentale de la république du Transvaal proclamait avec une brutalité obtuse : « Le peuple ne tolère pas l'égalité entre les blancs et les noirs ni dans l'État ni à l'église ». Dans l'Orange et le Transvaal un nègre n'avait pas le droit de posséder de terres, de voyager sans passeport ni de se trouver dans la rue après la tombée de la nuit. Bryce raconte l'histoire d'un paysan, à l'est de la colonie du Cap (un Anglais pour préciser), qui avait fouetté un Cafre à mort. Après que le paysan eût comparu devant le tribunal et eût été acquitté, ses voisins le raccompagnèrent chez lui, musique en tête. Très souvent les blancs essayaient de se dispenser de payer les travailleurs indigènes libres, en les contraignant par des mauvais traitements à s'enfuir, une fois leur travail achevé.

La bourgeoisie anglaise poursuivait une tactique complètement opposée. Elle se posa longtemps comme la protectrice des indigènes, flattant en particulier les chefs de tribus, elle appuyait leur autorité et s'ingéniait à leur octroyer le droit de disposer de terres. Plus encore, elle rendait, autant que possible, les chefs propriétaires du territoire tribal, selon une méthode éprouvée, bien que ce fût absolument contraire à la tradition et à la situation sociale des noirs.

Dans toutes les tribus, en effet, la terre était propriété collective, et même les souverains les plus cruels et les plus despotiques, tels que Lobengula, chef des Matabélés, avaient pour seul droit et pour seule tâche d'attribuer à chaque famille une parcelle de terrain à cultiver ; cette parcelle n'appartenait à la famille que tant que celle-ci la cultivait. Le but final de la politique anglaise était clair : depuis longtemps, elle se préparait à piller les terres sur une grande échelle, en se servant des chefs indigènes comme d'instruments. D'abord elle se contenta de « pacifier » les noirs par de grandes opérations militaires. Jusqu'en 1879, elle entreprit neuf expéditions sanglantes en pays cafre pour vaincre la résistance des Bantous.

Mais, le capital anglais ne dévoila ouvertement et énergiquement ses intentions véritables qu'à l'occasion de deux événements importants : la découverte des mines de diamants de Kimberley de 1867 à 1870 et la découverte des mines d'or du Transvaal de 1882 à 1885, ouvrirent une ère nouvelle dans l'histoire de l'Afrique du Sud. La Compagnie anglo-sud-africaine, c'est-à-dire Cecil Rhodes, entra en action. L'opinion publique anglaise se retourna brusquement, et l'envie de s'approprier les trésors de l'Afrique du Sud poussa le gouvernement anglais à prendre des mesures énergiques. La bourgeoisie anglaise ne recula devant aucun frais ni aucun sacrifice sanglant pour s'emparer des territoires d'Afrique du Sud. Les immigrants se ruèrent en Afrique. Jusqu'alors l'immigration était peu importante ; les États-Unis détournaient de l'Afrique toute l'émigration européenne. Depuis la découverte des mines de diamant et d'or, le nombre de blancs dans la colonie sud-africaine fit un bond en avant : entre 1885 et 1895, 100 000 Anglais avaient émigré dans la seule colonie du Witwaterrand. La modeste économie paysanne passa à l'arrière-plan, l'industrie extractive prit la première place et avec elle le capital minier.

La politique du gouvernement britannique changea alors de cours. Aux environs de 1850, l'Angleterre avait reconnu les républiques boers par les traités de Sand River et de Bloemfontein. À présent les Anglais entreprirent l'encerclement politique des États boers en occupant tous les territoires à l'entour, pour empêcher toute expansion de leur part ; en même temps ils

sacrifièrent les nègres qu'ils avaient longtemps protégés et privilégiés. Le capital anglais avança d'étape en étape. En 1868, l'Angleterre prit possession du Basutoland — naturellement à la « demande répétée » des indigènes [20]. En 1871, les Anglais séparèrent les terres à diamants du Witwaterrand de l'État d'Orange et en firent une colonie de la Couronne sous le nom de « Griqualand-Ouest ». En 1879, ils conquièrent le Zoulouland et l'intégrèrent à la colonie du Natal. En 1885, ils s'emparèrent du Betchouanaland et l'annexèrent à la colonie du Cap. En 1888, ils soumirent les Matabélés et le Macholand ; en 1889, la Compagnie anglo-sud-africaine obtint une concession dans ces deux derniers territoires — ceci également à la demande instante des indigènes et pour leur être agréable [21]. En 1884 et en 1887 la baie de Sainte-Lucie et toute la côte Est jusqu'aux frontières des colonies Portugaises furent annexées ; en 1894, l'Angleterre s'empara du Tongaland. Les Matabélés et les Machanas s'insurgèrent dans un dernier sursaut désespéré, mais la société, Rhodes en tête, commença par étouffer la rébellion dans le sang, pour user ensuite des méthodes éprouvées de civilisation et de pacification des indigènes : deux grandes lignes de chemin de fer furent construites dans le territoire rebelle.

Les républiques boers se sentaient de plus en plus menacées par cet encerclement soudain. Mais à l'intérieur aussi le désordre régnait. Le flot immense de l'immigration et les vagues de la nouvelle et tumultueuse économie capitaliste menaçaient d'abattre les frontières des petites républiques paysannes. Il y avait un contraste frappant entre l'économie paysanne à la campagne et dans l'État d'une part, et les exigences et les besoins de l'accumulation capitaliste d'autre part. Les républiques manquèrent à chaque instant à leur tâche. Une administration primitive et maladroite, la menace permanente d'une insurrection cafre, vue non sans quelque satisfaction par l'Angleterre, la corruption introduite dans les rouages du « Volksrad » et jouant le jeu des grands capitalistes grâce à la concussion, l'absence d'une police sûre capable de maintenir l'ordre dans cette société indisciplinée d'aventuriers, l'insuffisance d'approvisionnement de l'eau et des moyens de transports pour une colonie de 100 000 immigrants brusquement surgie du sol, une législation du travail incapable de régler et



d'assurer l'exploitation des nègres dans les mines, des barrières douanières considérables enchérissant encore le prix de la main-d'œuvre pour les capitalistes, les prix élevés de transport du charbon — tous ces facteurs provoquèrent la faillite brusque et éclatante des républiques des Boers.



Dans leur stupidité obtuse, les Boers se défendirent contre le cataclysme capitaliste qui les anéantissait par la méthode la plus primitive qu'on puisse imaginer dans l'arsenal de paysans entêtés et bornés : ils privèrent de tous droits politiques les étrangers (Uitlanders), qui leur étaient bien supérieurs en nombre et incarnaient en face d'eux le capital, la puissance et le sens de l'histoire. Mais c'était là une mauvaise plaisanterie et les temps étaient graves. La gestion maladroite des Boers provoqua une chute de dividendes, ce qui ne put être longtemps toléré. Le capital des mines perdit patience. La Société anglo-sud-africaine construisit des chemins de fer, vainquit les Cafres, fomenta des insurrections d'étrangers, enfin provoqua la guerre des Boers. L'ère de l'économie paysanne était close. Aux États-Unis, la guerre avait été le point de départ de la révolution capitaliste, en Afrique du Sud elle en fut l'aboutissement, avec le même résultat dans les deux pays : le capital triompha de la petite économie paysanne, construite elle-même sur les ruines de l'économie naturelle, incarnée par l'organisation primitive des indigènes. La résistance des républiques boers contre l'Angleterre fut aussi inefficace et

aussi désespérée que l'avait été celle du fermier américain contre la domination capitaliste aux États-Unis. C'est le capital qui prit officiellement les rênes du pouvoir dans la nouvelle Union Sud-Africaine, qui remplaça les petites républiques boers par un grand État moderne, réalisant le programme impérialiste de Cecil Rhodes. Au conflit ancien entre les Hollandais et les Anglais succéda le conflit entre le capital et le travail : un million d'exploiteurs blancs des deux nations conclurent une alliance fraternelle à l'intérieur de l'Union, s'entendant pour priver une population de 5 millions de travailleurs noirs de leurs droits civiques et politiques. Cet accord ne toucha pas seulement les nègres des républiques boers, mais également les nègres de la colonie du Cap, à qui autrefois le gouvernement anglais avait accordé l'égalité civique et qui ont perdu partiellement leurs droits. Ce noble ouvrage, où la politique impérialiste des conservateurs culminait dans un coup de force cynique, devait être achevé par le parti libéral, avec l'approbation enthousiaste des « crétins libéraux d'Europe » qui voyaient avec fierté et émotion dans la liberté et l'autonomie octroyées par l'Angleterre à une poignée de blancs en Afrique du Sud la preuve de la force créatrice et de la grandeur du libéralisme anglais.

La destruction du petit artisanat indépendant par la concurrence du capital est un chapitre à part, moins spectaculaire sans doute, mais tout aussi douloureux. Le paragraphe le plus sombre en est l'histoire du travail industriel à domicile. Nous ne pouvons ici analyser en détail ce phénomène.

Voici donc le résultat général de la lutte entre le capitalisme et la production marchande simple : le capital se substitue à l'économie marchande simple, après avoir installé celle-ci à la place de l'économie naturelle. Si le capitalisme vit des formations et des structures non capitalistes, il vit plus précisément de la ruine de ces structures, et s'il a absolument besoin pour accumuler d'un milieu non capitaliste, c'est qu'il a besoin d'un sol nourricier aux dépens duquel l'accumulation se poursuit en l'absorbant. Vue dans une perspective historique, l'accumulation capitaliste est une sorte de métabolisme entre les modes de production capitaliste et précapitaliste. Sans les formations précapitalistes, l'accumulation ne peut se poursuivre, mais en même temps

elle consiste dans leur désintégration et leur assimilation. L'accumulation capitaliste ne peut donc pas plus exister sans les structures non capitalistes que celles-ci coexister avec l'accumulation. L'accumulation du capital a pour condition vitale la dissolution progressive et continue des formations précapitalistes.

L'hypothèse de base du schéma marxien de l'accumulation ne correspond donc qu'à la tendance historique objective du mouvement de l'accumulation et à son terme théorique. L'accumulation tend à substituer à l'économie naturelle l'économie marchande simple, et l'économie capitaliste à l'économie marchande simple ; elle tend enfin à établir la domination absolue et générale de la production capitaliste dans tous les pays et dans toutes les branches de l'économie. Mais le capital s'engage ici dans une impasse. Le résultat final une fois acquis — en théorie du moins — l'accumulation devient impossible, la réalisation et la capitalisation de la plus-value deviennent des problèmes insolubles. Au moment où le schéma marxien de la reproduction élargie correspond à la réalité, il marque l'arrêt, les limites historiques du processus de l'accumulation, donc la fin de la production capitaliste. L'impossibilité de l'accumulation signifie du point de vue capitaliste l'impossibilité du développement ultérieur des forces de production, et donc la nécessité historique objective de l'effondrement du capitalisme. D'où le comportement contradictoire du capitalisme dans la phase ultime de sa carrière historique : l'impérialisme.



Le schéma marxien de la reproduction élargie ne correspond donc pas aux conditions de l'accumulation tant que celle-ci se poursuit : l'accumulation ne se laisse pas enfermer dans le cadre rigide des échanges réciproques et de l'interdépendance entre les deux grandes sections de la production sociale (section des moyens de production et section des moyens de consommation), ainsi que l'indique le schéma. L'accumulation n'est pas seulement un rapport interne entre les branches de l'économie capitaliste, mais elle est surtout un rapport entre le capital et le milieu non capitaliste, où chacune des deux grandes sections de la production peut effectuer l'accumulation partiellement de manière autonome et indépendamment de l'autre section, où cependant les mouvements des deux sections s'entrecroisent et s'enchevêtrent continuellement. Les rapports compliqués qui résultent de ces mouvements, la différence de rythme et de direction dans le cours de l'accumulation des deux sections, leurs relations matérielles et leurs rapports de valeur avec les modes de production non capitalistes ne se laissent pas réduire à une expression schématique exacte. Le schéma marxien de l'accumulation n'est que l'expression théorique du moment précis où la domination capitaliste a atteint sa dernière limite ou va l'atteindre, et en ce sens il a le même caractère de fiction scientifique que le schéma de la reproduction simple qui formulait théoriquement le point de départ de la production capitaliste. L'analyse exacte de l'accumulation capitaliste et de ses lois se trouve quelque part entre ces deux fictions.

Pour lire l'intégralité du livre de Rosa Luxemburg, consulter le site : [Marxiste.org](http://Marxiste.org).

Notes :

[1] En Chine les industries domestiques ont été longtemps pratiquées même par la bourgeoisie jusqu'à une époque très récente, et même dans les villes commerciales aussi grandes et aussi anciennes que par exemple Ningpo avec ses 300 000 habitants. « Dans la génération précédente, les femmes faisaient elles-mêmes les souliers, les chapeaux, les chemises et tout ce dont leurs maris et elles-mêmes avaient besoin. À Ningpo. une jeune femme qui achetait

chez un marchand un objet qu'elle aurait pu confectionner de ses mains était très mal vue. » (Dr Nyok Shing Tsur, *Die gewerblichen Betriebsformen der Stadt Ningpo*, Tübingen, 1909, p. 51.).

[2] Sans doute la situation est-elle renversée dans la dernière phase de l'histoire de l'économie paysanne, lorsque la production capitaliste fait sentir ses derniers effets. Chez les petits paysans ruinés, le travail agricole incombe entièrement aux femmes, aux vieillards et aux enfants, tandis que les hommes font un travail salarié à l'usine ou un travail à domicile pour des entreprises capitalistes. Un exemple typique est celui des petits paysans du Wurtemberg.

[3] W. A. Peffer, *The Farmer's side. His troubles and their remedy*, New York, 1891. Part. II : How we got here. Chap. I : Changed condition of the Farmer. pp. 56-57. Cf. aussi A. M. Simons, *The American Farmer*, 2e éd. Chicago 1906, p. 71 et suivant.

[4] Cité par Lafargue « *Getreidebau und Getreidehandel in den Vereinigten Staaten* », *Die Neue Zeit*, 1885, p. 344 (l'article a paru d'abord en 1883 dans une revue russe).

[5] « The three revenue acts of June 30, 1864, practically form one measure, and that probably the greatest measure of taxation which the world has seen. The internal revenue act was arranged, as Mr David A. Wells had said, on the principle of the Irishman at Donnybrook fair : « Whenever you see a head, hit it ; whenever you see a commodity, tax it. » Everything was taxed, and taxed heavily » (F. W. Taussig, *The Tariff History of the United States*, New York, 1888, p. 164).

[6] « The necessity of the situation, the critical state of the country, the urgent need of revenue, may have justified this haste, which, it is safe to say, is unexampled in the history of civilised countries » (Taussig, *op. cit.*, p. 168).

[7] En français dans le texte.

[8] W. A. Peffer, op. cit., p. 58.

[9] W. A. Peffer, op. cit., Introduction p. 6. Sering évalue au milieu des années 1880 l'argent liquide nécessaire pour un « début très modeste » de la ferme la plus petite dans le Nord-Ouest à la somme de 1 200 à 1 400 dollars. (Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas, Leipzig, 1887, p. 431.)

[10] Lafargue, loc. cit., p. 345.

[11] Peffer, op. cit., part. 1 : « Where we are », chap. 2 : « Progress of Agriculture », pp. 30-31.

[12] Peffer, op. cit., p. 42.

[13] Sering, Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas, p. 433.

[14] Peffer, op. cit., pp. 35-36.

[15] Cité par Nikolai-on, op. cit., p. 224.

[16] En 1901, le Canada avait accueilli 49 149 immigrants. En 1911, plus de 300 000 personnes ont immigré, dont 138 000 sujets britanniques et 134 000 sujets américains. Comme l'atteste un rapport de Montréal à la fin du mois d'août 1912, l'arrivée des fermiers américains se poursuivit au cours de ce même printemps.

[17] « Je n'ai visité au cours de mon voyage dans l'Ouest canadien qu'une seule ferme, comprenant moins de 1 000 acres. D'après le recensement du Dominion of Canada de 1881, il y avait au Manitoba à l'époque du recensement 2 384 337 acres de terrain occupés par seulement 9 077 propriétaires ; chacun possédait donc environ 2 017 acres. C'est une surface moyenne plus considérable que ce que l'on trouve dans n'importe quel État de l'Union américaine » (Sering, op. cit., p. 376). Sans doute la grande propriété était-elle peu répandue au début des années 1880. Cependant Sering décrit

déjà la « Bell-farm », appartenant à une société par actions, qui comprenait une surface de 26 680 hectares et était manifestement organisée sur le modèle de la ferme Dalrymple. Dans les années 1880, Sering, qui considérait avec un certain scepticisme les perspectives de la concurrence canadienne, a estimé que la « ceinture fertile » du Canada de l'Ouest occupait une superficie de 311 000 m<sup>2</sup>, c'est-à-dire un territoire correspondant à 3/5 de l'Allemagne ; dans cette superficie il calculait que, selon les méthodes de culture extensive, il n'y avait que 38 millions d'acres de terres cultivables ; de ces terres cultivables, seulement 15 millions d'acres étaient propres, selon lui, à l'éventuelle culture du froment (Sering, op. cit., pp. 337-338). Selon les estimations de la « Manitoba Free Press » du milieu de juin 1912, la surface cultivée de froment de printemps au Canada comprenait en été 1912 11,2 millions d'acres pour une surface de 19,2 millions d'acres de froment de printemps aux États-Unis (cf. Berliner Tageblatt, Handelszeitung n° 305 du 8 juin 12).

[18] Sering, op. cit., p. 361 et suiv.

[19] Ernst Schultze, Das Wirtschaftsleben der Vereinigten Staaten. Jahrbuch für Gesetzg., Verw. und Volksw. 1912, cahier IV, p. 1721.

[20] « Moshesh, the great Basuto leader, tho whose courage and statesmanship the Basutos owed their very existence as a people, was still alive at the time, but constant war with the Boers of the Orange Free State had brought him and his followers to the last stage of distress. Two thousand Basuto warriors had been killed, cattle had been carried off, native homes had been broken up and crops destroyed. The tribe was reduced to the position of starving refugees, and nothing could save them but the protection of the British Government, which they had repeatedly implored. » (C. P. Lucas, A historical Geography of the British Colonies. Oxford, vol. IV, p. 60.)

[21] « The eastern section of the territory is Mashonaland, where, with the permission of King Lobengula, who claimed it, the British South Africa Company first established themselves. » (Lucas, op. cit., p. 77.)

---

Publié sur :

<http://www.noslibertes.org>

Agir ? Faire circuler ce document autour de soi